



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le **- 7 MAI 2026**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CHAMYLINEX

28 RUE GAY LUSSAC
77290 Mitry-Mory

Références : E26- **0837**
Code AIOT : 0100023738

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2026 dans l'établissement CHAMYLINEX implanté 28 RUE GAY LUSSAC 77290 Mitry-Mory. L'inspection a été annoncée le 03/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection de récolement de l'arrêté préfectoral d'enregistrement a été réalisée dans le cadre du programme de contrôle 2026 de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHAMYLINEX
- 28 RUE GAY LUSSAC 77290 Mitry-Mory
- Code AIOT : 0100023738
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est spécialisé, depuis une trentaine d'années, dans le commerce de gros de produits d'hygiène et de produits d'entretien, à destination de clients discounters situés essentiellement en France, mais également en Europe et en Afrique.

L'implantation de l'entrepôt de Mitry-Mory courant 2025 résulte du groupement de sites d'activité similaire de la même société, implantés en Seine-Saint-Denis.

L'activité du site de Mitry-Mory est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2024/DRIEAT/UD77/049 du 09 avril 2024 portant enregistrement de la demande de la Société CHAMYLINEX pour l'exploitation d'un entrepôt situé 28 rue Gay Lussac, ZI de Mitry-Compans.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 I.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Chaufferie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 18.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13	Demande d'action corrective	3 mois
11	Dispositif d'isolement du site	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	Plan de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 09/04/2024, article 2.4	Demande d'action corrective	3 mois
14	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 11/07/2017, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
16	Complément dossier ICPE	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 30	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
19	Contrôle annuel de l'unité de production photovoltaïque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 43	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
20	Dispositif d'alerte	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 35	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise en service de l'installation	Arrêté Préfectoral du 09/04/2024, article 2.1	Sans objet
2	Situation administrative de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 09/04/2024, article 2.2	Sans objet
4	Organisation du stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 9	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Surveillance et contrôle des accès	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 25	Sans objet
7	Ventilation et recharge des batteries	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 17	Sans objet
8	Installations électriques et équipements métalliques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15	Sans objet
10	Plan des réseaux d'eau	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.6.1	Sans objet
13	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 2 III.	Sans objet
15	Panneaux photovoltaïques	Arrêté Préfectoral du 09/04/2024, article 2.3	Sans objet
17	Implantation des panneaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 32	Sans objet
18	Mise en sécurité de l'unité de production photovoltaïque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 34	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés montrent que l'établissement a mis en œuvre les dispositions constructives, et les moyens de gestion du risque incendie prévus dans le dossier d'enregistrement de son installation. Il dispose d'une organisation et d'outils logistiques qui lui permettent, en disposant d'un état des stocks détaillé, actualisé en temps réel, de vérifier en continu la conformité de la situation administrative du site à la situation autorisée.

A la date de la visite, l'appropriation par le personnel de l'ensemble des dispositions en place doit être renforcée, vis-à-vis du risque incendie, et du fait de la proximité immédiate du site avec des sites Seveso. L'exploitant a programmé les actions de formation et d'exercice nécessaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en service de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/04/2024, article 2.1
Thème(s) : Situation administrative, Délai d'information
Prescription contrôlée : L'exploitant informe l'inspection des installations classées de la mise en service de l'installation dans le mois qui suit cette mise en route.
Constats : L'exploitant a informé l'inspection des installations classées de la mise en service de l'installation dans les conditions autorisées par courrier du 17/02/2026. Le jour de la visite, l'exploitant a précisé que l'activité de stockage avait débuté sur le site en septembre 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Situation administrative de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/04/2024, article 2.2
Thème(s) : Situation administrative, Régularité de la situation administrative
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires (gestion informatisée des stocks par rubrique ICPE, harmonisée et globalisée pour l'ensemble du site, fréquences de mise à jour de l'état des stocks, etc.) afin de pouvoir justifier à tout moment et en toutes circonstances que la situation administrative de l'établissement est bien respectée.
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées un état des stocks informatisé, mis à jour en temps réel, qui détaillait les tonnages de matières stockées pour chacune des rubriques ICPE suivantes, et les comparait aux seuils de classement concernés : <ul style="list-style-type: none">- 1436 : tonnes de liquides de point éclair compris entre 60 et 93°C,- 1450 : kg de solides inflammables,- 1630 : tonnes de lessives de soude ou de potasse caustique,- 4320 : tonnes d'aérosols extrêmement inflammables, contenant des gaz inflammables,- 4321 : tonnes d'aérosols extrêmement inflammables, ne contenant pas de gaz inflammables,- 4330 : tonnes de liquides inflammables de catégorie 1,- 4331 : tonnes de liquides inflammables de catégorie 2 ou 3,- 4510 : tonnes de produits dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie 1,- 4511 : tonnes de produits dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie 2,- 4734-2 : tonnes de produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution (sprinklage). L'état des stocks du 16/04/2026 consulté a permis à l'Inspection de vérifier l'absence de classement du site au titre de ces rubriques. Interrogé par l'Inspection, l'exploitant a expliqué qu'à chaque achat, les FDS transmises par les fournisseurs étaient exploitées par le personnel administratif du site, les produits catégorisés selon une clé fournie par son bureau de conseil, à partir des mentions de danger. Il a indiqué que les lots n'étaient acceptés sur le site de Mitry-Mory que si la comparaison des stocks à date et projetés permettait de rester en-dessous des seuils de classement pour les rubriques pré-citées. L'exploitant a précisé que les tonnages de produits relevant de la rubrique 1510 (2700 tonnes environ le jour de la visite) étaient typés 'Autres' dans l'état des stocks présenté. L'exploitant a transmis par courriel un état des stocks actualisé, daté du 24/04/26, qui présentait des tonnes de matières stockées typées 1510.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 I.
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations

classées.

Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées. [...]

Constats :

L'état des stocks présenté le jour de la visite, comme détaillé au point de contrôle précédent, a permis à l'inspection des installations classées de vérifier le respect de la prescription à l'exception des points suivants :

- la disponibilité dans des lieux et par des moyens convenus pour le préfet, les services d'incendie et de secours, l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires,
- l'accessibilité à tout moment de l'état des stocks, d'un plan général des zones d'activités ou de stockage associées, et des FDS des produits stockés, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation.

L'exploitant a expliqué le jour de la visite qu'il avait mis à disposition du SDIS 77 un accès à une vue 'pompiers', générée par son outil logistique interne, consultable à distance.

Cette vue, le jour de la visite, présentait l'ensemble des emplacements dans les 2 cellules de stockage, les références des rubriques ICPE autres que la rubrique 1510, et permettait, à partir

d'une sélection par rubrique unitaire, de visualiser les tonnages ainsi que les emplacements concernés, en surbrillance.

L'Inspection a fait la remarque que le niveau de détail élevé de la vue pénalisait sa lisibilité.

L'Inspection a également constaté que la rubrique principale de classement de l'installation, la rubrique 1510, ne figurait pas sur l'état des stocks présenté.

Par courriel du 24/04/26, l'exploitant a transmis à l'Inspection des versions actualisées de l'état des stocks, indiquant les tonnages relevant de la rubrique 1510, et du Plan de Défense incendie du site, qui mentionnait :

- que l'état des stocks était extrait à fréquence hebdomadaire et disponible dans le hall d'entrée du site dans la boîte 'Fire Safety Documents' ;
- qu'un code était fourni au SDIS pour lui permettre d'accéder à l'inventaire détaillé, à la cartographie des stockages et à l'ensemble des FDS.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra démontrer à l'inspection des installations classées que les états des matières stockées, formalisés de manière à gérer un événement accidentel et à répondre au besoin d'information de la population, sont accessibles, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation, dans des lieux et par des moyens convenus, pour le préfet, les services d'incendie et de secours, l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires (transmission de l'information au SDIS et format des données mises à disposition).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Organisation du stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage

Prescription contrôlée :

Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.

[...]

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté lors de la visite de site que l'organisation du stockage en racks respectait l'organisation présentée dans le dossier d'enregistrement, amendée par le porter à connaissance déposé le 12/05/2025, portant la hauteur de stockage de 10 m à 10,5 m.

Le PV de réception du système de sprinklage de type ESFR, établi le 23/09/2025 par un prestataire extérieur, justifie de la conformité du dispositif à son usage et de son adaptation à la protection des marchandises de classe I à IV. Il définit qu'une distance libre entre les têtes et le sommet des charges de 91,4 cm doit être maintenue pour assurer le maintien de ces dispositions.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance et contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance du site et accueil des secours
Prescription contrôlée : En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt, une surveillance de l'entrepôt, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre notamment l'alerte des services d'incendie et de secours et, le cas échéant, de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'entrepôt. L'accès aux guichets de retrait, s'ils existent, reste cependant possible.[...]
Constats : L'exploitant a expliqué que l'ensemble des accès, aux locaux administratifs, techniques et à l'entrepôt, était sécurisé, aux heures ouvrées (fermeture à clé des accès, interphone) et en dehors des heures ouvrées, par la fermeture des portails d'accès VL et PL rue Gay Lussac. Il a précisé que l'installation était par ailleurs surveillée par un réseau de caméras. En dehors des heures ouvrées, l'exploitant a indiqué que le bâtiment était placé sous alarme. Les alertes intrusion ou/et incendie sont alors relayées, le cas échéant, à une entreprise de télésurveillance, en charge de l'appel de l'encadrement du site, et de la levée de doute, sauf contre-ordre de l'encadrement. Ce prestataire est également en charge de l'information de l'exploitant, et de l'accueil des services de secours, s'il ne parvient pas à le contacter. L'exploitant a indiqué le jour de la visite que les portails d'accès au site étaient équipés de boîtes à clés tricoise permettant d'assurer au SDIS l'entrée sur le site en tout temps. L'Inspection a constaté que ces deux dernières dispositions étaient mentionnées dans le plan de défense incendie transmis par courriel à l'inspection des installations classées, dans sa version du 24/04/2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Chaufferie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 18.1
Thème(s) : Risques accidentels, Accès et dispositifs de sécurité
Prescription contrôlée : S'il existe une chaufferie, celle-ci est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur à l'entrepôt ou isolé par une paroi au moins REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et l'entrepôt se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes E 60 C, munis d'un ferme-porte, soit par une porte au moins EI2 120 C et de classe de durabilité C2 pour les portes battantes. A l'extérieur de la chaufferie sont installés : <ul style="list-style-type: none">- une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ;- un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ;- un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou un

autre système d'alerte d'efficacité équivalente.
<p>Constats :</p> <p>La chaufferie, qui fonctionne au gaz, est située dans un local dédié, qui ne présente pas de communication avec l'entrepôt, et en est séparée par un mur coupe-feu REI 120 (cf point de contrôle dispositions constructives).</p> <p>Lors de la visite de site, l'inspection des installations classées a constaté que, de part et d'autre de la porte d'accès, à l'extérieur de la chaufferie étaient positionnés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une vanne manuelle 1/4 de tour sur la canalisation d'alimentation en gaz, permettant d'arrêter son arrivée dans le local, - un coupe-circuit permettant d'arrêter l'alimentation électrique dans le local, - un dispositif d'avertissement lumineux, dont les modalités de fonctionnement n'ont pas pu être explicités par l'exploitant.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra justifier qu'il dispose d'un dispositif d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, à l'extérieur du local chaufferie.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Ventilation et recharge des batteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Configuration des zones de charge
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible.</p> <p>Dans le cas d'une ventilation mécanique, le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des habitations voisines et des bureaux.</p> <p>Les conduits de ventilation sont munis de clapets au niveau de la séparation entre les cellules, restituant le degré REI de la paroi traversée.</p> <p>La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz.</p> <p>En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit.</p> <p>Dans le cas d'un stockage automatisé, il n'est pas nécessaire d'aménager une telle zone.</p> <p>S'il existe un local de recharge de batteries des chariots automoteurs, il est exclusivement réservé à cet effet et est, soit extérieur à l'entrepôt, soit séparé des cellules de stockage par des parois et des portes munies d'un ferme-porte, respectivement de degré au moins REI 120 et EI2 120 C (Classe de durabilité C2 pour les portes battantes).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a expliqué que la ventilation du local de charge, dédié à la charge des engins de manutention, était assurée par une extraction d'air mécanique, asservie à la charge des batteries, et que tout défaut du système de ventilation entraînait l'arrêt de la charge des batteries.</p>

L'exploitant a présenté à l'Inspection le jour de la visite l'attestation de bon fonctionnement de cet asservissement, réalisé par le prestataire 'courant faible' du constructeur.

Lors de la visite de site, l'inspection des installations classées a constaté que le débouché à l'atmosphère de la ventilation était orienté à l'opposé des locaux administratifs (vers l'est), du local de charge à l'extérieur du bâtiment, sans passage par les cellules de stockage.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que le local de charge était équipé d'une détection d'hydrogène, et que la coupure de l'alimentation électrique était asservie à cette détection. Par courriel du 24/04/2026, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport de mise en service de 2 capteurs hydrogène et de la centrale gaz, ainsi qu'une attestation du bon fonctionnement de la coupure automatique, datée du 20/04/2026, faisant suite au test réalisé à la mise en service le 02/09/2025.

L'inspection a constaté lors du tour de site que le local était séparé de la cellule de stockage n°1 par une porte coupe-feu 120 minutes (marquage).

L'exploitant a indiqué que la fermeture des portes coupe-feu était asservie aux alarmes incendie pour les portes séparant la cellule 1 des locaux administratifs, de la cellule 2 et du local de charge.

Par courriel du 24/04/2026, l'exploitant a transmis à l'Inspection l'attestation de bon fonctionnement de l'asservissement de la fermeture des portes coupe-feu sur déclenchement du SSI, à la suite du test réalisé le 22/07/2025.

Lors de la visite des cellules de stockage, l'inspection des installations classées n'a pas constaté d'opération de charge en dehors du local de charge.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Installations électriques et équipements métalliques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électrique et de protection contre la foudre

Prescription contrôlée :

Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.

A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule.

L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.

[...]

Constats :

L'exploitant a présenté le rapport de vérification initiale des installations électriques, réalisé par un prestataire extérieur, daté du 16/01/2026, qui ne relevait pas d'observation.

Lors de la visite de site, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées 2 dispositifs de coupure de l'électricité, à raison d'un dispositif pour chacune des 2 cellules, à proximité d'une porte d'accès, côté quais. Leur position n'est pas indiquée dans le Plan de Défense Incendie. Une mise à jour de ce document devra être réalisée en conséquence (cf point de contrôle spécifique).

L'exploitant a présenté le rapport de vérification initiale des protections foudre, réalisé par un

prestataire extérieur, suivant la visite du 02/07/2025, qui mentionnait bien les documents attendus du dossier foudre : ARF, ETF, DOE/rapport de fin de travaux, notice de vérification et de maintenance et carnet de bord, mais notifiait une réserve relative à l'installation du parafoudre de type 2 au niveau du TD Chauffage.

Par courriel du 24/04/2026, l'exploitant a transmis à l'Inspection le rapport d'intervention du 12/11/2025 d'un prestataire extérieur, notifiant le retrait du parafoudre, pour se conformer à l'étude foudre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité des moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :
- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

- a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;
- b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) :

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;

[...]

L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie. L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans.

Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des

installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

Constats :

L'exploitant a présenté le jour de la visite :

- le PV des essais unitaires des 4 poteaux incendie du site, réalisé le 18/07/2025, qui présente des résultats conformes,
- l'essai réalisé en simultané le 07/07/2025 sur les PI n°2, 3 et 4, qui permet de vérifier le débit simultané requis de 240 m³/h,
- le PV d'essai hydrostatique du réseau incendie intérieur, réalisé le 01/07/2025, qui conclut à l'étanchéité du réseau au moment des essais.

Lors du tour de site, l'inspection des installations classées a constaté la présence des 4 poteaux incendie, à l'emplacement porté à la connaissance du préfet en 2025, numérotés et accessibles aux engins de secours. En conséquence, les distances relatives entre les poteaux incendie et le risque à défendre et entre les 4 poteaux incendie étaient respectées.

Interrogé par l'Inspection, l'exploitant a indiqué qu'il n'avait pas transmis le résultat des tests réalisés au SDIS77. Il a précisé que la caserne de proximité avait cependant réalisé une reconnaissance du site dans le courant du mois de mars 2026, qui n'avait pas appelé de remarque.

- le bon d'intervention des 11 et 12/08/2025 relatif à la mise en service 75 extincteurs,
- l'attestation de conformité des RIA du 23/06/2025 au référentiel APSAD R5,
- le rapport de vérification et de maintenance annuelles daté du 14/11/2025 des 18 RIA répartis pour moitié en cellule 1, pour moitié en cellule 2, sans remarque.

Lors du tour de site, l'inspection des installations classées a constaté la présence de 9 RIA en cellule 1 et de 9 RIA en cellule 2, à des emplacements qui permettent d'attaquer un foyer simultanément à 2 jets orientés différemment. 4 des 9 des RIA par cellule ne sont pas situés à proximité immédiate d'un accès, 1 au centre des cellules, et 2 en façade est, et 1 dans la longueur du mur coupe feu entre les 2 cellules.

En procédant par échantillonnage dans les cellules de stockage, l'Inspection a constaté que les vérifications des extincteurs étaient datées du mois d'août 2025, et celles des RIA du mois de novembre 2025.

- le PV de réception du système de sprinklage de type ESFR, établi le 23/09/2025, justifiant de la conformité du dispositif et de son adaptation pour des marchandises de classe I à IV.
- le rapport de visite trimestrielle NFPA du 31/10/2025, qui signale la nécessité de prévoir le cadenassage des 11 vannes dans le local source. Lors de la visite de site, l'Inspection a constaté que des chaînes avec cadenas avaient été positionnées sur les volants.
- le rapport d'intervention du 04/09/2025 d'un prestataire extérieur qui valide la mise en service et le bon état de fonctionnement du SSI,
- l'attestation de bon fonctionnement du système de désenfumage naturel, délivré le 30/04/2025 à la suite des essais de fonctionnement par un prestataire extérieur.

L'exploitant a indiqué qu'il prévoyait avant la fin du mois de mai 2026 la formation d'une dizaine de personnes (ensemble du personnel de l'entrepôt et personnel administratif) à la manipulation des moyens de lutte contre l'incendie, ainsi que la réalisation du premier exercice de défense

contre l'incendie. Il a expliqué qu'il avait engagé des consultations auprès de prestataires extérieurs pour l'accompagner dans ces deux démarches. Par courriel du 24/04/2026, l'exploitant a transmis à l'Inspection un devis signé auprès d'un centre spécialisé pour la réalisation d'une session de formation Équipier de Première Intervention / Évacuation le 19/05/2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs associés à la formation du personnel du site à la conduite à tenir en cas de sinistre, à la mise en œuvre des moyens d'extinction s'ils y contribuent, et à la réalisation du premier exercice de défense contre l'incendie.

Une vigilance particulière sera portée sur les consignes données au personnel concernant l'utilisation des RIA qui ne sont pas situées à proximité d'un accès ou d'une issue de secours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Plan des réseaux d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.6.1

Thème(s) : Risques accidentels, Plan des réseaux d'eau

Prescription contrôlée :

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Ces plans sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours en cas de sinistre et sont annexés au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe.

Constats :

L'exploitant a présenté le jour de la visite :

- le plan des réseaux humides (alimentation en eau potable du réseau sanitaire et du réseau incendie en domaine privé), en première édition du 29/08/2025, qui présente les vannes et les poteaux incendie,
- le plan des réseaux d'assainissement, qui distingue bien les réseaux des eaux usées sanitaires et les points de rejet associés, le circuit de collecte des eaux de pluie susceptibles d'être polluées (voirie), les ouvrages de prétraitements associés, le circuit de collecte des eaux de pluie non polluées, les ouvrages de stockage-restitution et de régulation du débit, les points de rejet à l'assainissement rue Gay Lussac et au collecteur public des eaux pluviales à l'est du site.

Lors de la visite de site, l'inspection des installations classées a constaté la présence de deux

compteurs d'eau potable, un sur le réseau sanitaire, l'autre sur le réseau incendie, dans un regard à proximité du portail VL rue Gay Lussac, qui ne figurent pas sur les plans.

L'exploitant a présenté le jour de visite la fiche d'un clapet anti-retour, issue du DOE, et a indiqué qu'il adresserait rapidement à l'inspection la nature des dispositifs de protection mis en place sur l'alimentation en eau potable.

Dans la version du PDI transmise à l'inspection par courriel du 24/04/2026, l'Inspection a constaté que le plan des réseaux humides lui était bien annexé, et que le clapet anti-retour à battant était positionné sur le réseau incendie ; le plan des réseaux d'assainissement n'était pas annexé au PDI (Cf point de contrôle dédié au PDI).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Dispositif d'isolement du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 11

Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux d'extinction et des eaux polluées

Prescription contrôlée :

[...]

Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Constats :

L'exploitant a expliqué le jour de l'inspection qu'au déclenchement d'une alarme incendie, le relevage du poste situé à l'aval du bassin étanche dédié à la rétention des eaux d'extinction était coupé. Il a présenté une attestation de bon fonctionnement de l'asservissement, testé le 17/11/2025, délivré par le prestataire 'courant faible' du constructeur.

Lors de la visite de site, l'inspection a constaté que :

- le poste de relevage et le séparateur d'hydrocarbures situé à l'aval étaient signalés par des panneaux, sans que la mention de l'utilisation du poste en tant que dispositif d'isolement soit spécifiquement indiquée,
- le poste de relevage disposait dans l'armoire attenante d'un commutateur manuel, permettant un actionnement local. Un voyant lumineux rouge, en partie supérieure du coffret était allumé. L'exploitant a indiqué qu'il se renseignerait et transmettrait à l'Inspection l'explication relative à l'activation/la désactivation de ce voyant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les consignes afférentes à l'entretien et à la mise en fonctionnement du dispositif d'isolement et justifiera de l'affichage local des informations permettant de vérifier qu'il est activé dans les situations qui le nécessitent.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/04/2024, article 2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions complémentaires
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore et met en place un Plan de défense incendie (PDI) conforme aux dispositions de l'article 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé et permettant de gérer les situations d'urgence.</p> <p>Il est complété par les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les procédures liées à la gestion d'un événement majeur sur les sites Seveso immédiatement proches du site (confinement du personnel), • les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 2 heures. Ces modalités peuvent s'appuyer sur l'utilisation des moyens propres au site, y compris par recyclage ou d'autres moyens privés ou publics, • la fréquence minimale d'exercice du PDI est imposée tous les trois ans et souhaitable tous les ans afin de tester les procédures mises en place par l'exploitant en cas de situation d'urgence. <p><u>Article 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017</u></p> <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p> <p>[...]</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ; - les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ; - le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ; - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ; - s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ; - la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ; - la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ; - les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;

- les mesures particulières prévues au point 22.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours. [...]

Constats :

L'exploitant a présenté le jour de la visite la version initiale, datée du 29/12/2025, du plan de défense incendie du site, puis a transmis à l'inspection des installations classées par courriel du 24/04/2026 une nouvelle version du document.

Les dispositions qui nécessitent d'être complétées par l'exploitant, vis à vis des prescriptions de l'article 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, sont les suivantes :

- formation du personnel à la manipulation des moyens de lutte contre l'incendie,
- plan des réseaux d'assainissement,
- plan synthétique des zones à risque, panneaux photovoltaïques, implantation pérenne des aérosols 4xxxx, etc (chapitre évaluation des risques).
- représentation de l'implantation du degré coupe-feu des murs entre les locaux administratifs et la cellule 1,
- implantation des dispositifs de coupure de l'alimentation électrique de chaque cellule,
- transmission du document au SDIS.

Concernant les points spécifiques mentionnés dans l'arrêté préfectoral de l'installation :

Gestion d'un évènement majeur sur les sites SEVESO :

Le Plan de défense Incendie comprend un volet dédié.

Lors de la visite de site, l'inspection a constaté que la configuration du local de confinement, au RdC du bâtiment administratif, permettait d'accueillir l'ensemble du personnel du site (15 personnes environ). Il comporte des sanitaires/un point d'eau et dispose d'un bouton d'arrêt de la ventilation à l'intérieur du local. Alors que la procédure de confinement prévoit de s'informer par radio, le local n'en comportait pas.

L'exploitant a indiqué le jour de l'inspection qu'il prévoyait avant fin mai 2026 une formation/un exercice relatif à ces dispositions spécifiques.

Par courriel du 24/04/2026, il a indiqué à l'Inspection que le local de confinement était désormais équipé d'une radio.

Continuité de l'approvisionnement en eau en cas de prolongation d'un incendie > 2h :

L'exploitant a indiqué le jour de la visite avoir mis en place une aire de stationnement à proximité de l'aire de rétention des eaux d'extinction, sans aménagement spécifique.

L'Inspection a constaté lors de la visite de site qu'une aire de stationnement était matérialisée au sol à proximité de l'aire étanche.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra une version actualisée du plan de défense incendie à l'inspection des installations classées, et justifiera de sa transmission aux services de secours.

Ce document détaillera les dispositions prévues pour assurer la continuité de l'approvisionnement en eau, en cas de prolongation d'un incendie au-delà de 2 heures.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Règles d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 2 III.
Thème(s) : Risques accidentels, Respect des règles d'implantation
Prescription contrôlée : [...] III. Les parois externes des cellules de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées des stockages extérieurs et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt. La distance entre les parois externes des cellules de l'entrepôt et les stockages extérieurs susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie n'est pas inférieure à 10 mètres. Cette distance peut être réduite à 1 mètre : <ul style="list-style-type: none">- si ces parois, ou un mur interposé entre les parois et les stockages extérieurs, sont REI 120, et si leur hauteur excède de 2 mètres les stockages extérieurs ;- ou si les stockages extérieurs sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie. Cette disposition n'est pas applicable aux zones de préparation et réception de commandes ainsi qu'aux réservoirs fixes relevant de l'arrêté du 3 octobre 2010, disposant de protections incendies à déclenchement automatique dimensionnés conformément aux dispositions des articles 43.3.3 ou 43.3.4 de l'arrêté du 3 octobre 2010. Cette disposition n'est également pas applicable si l'exploitant justifie que les effets thermiques de 8 kW/m ² en cas d'incendie du stockage extérieur ne sont pas susceptibles d'impacter l'entrepôt. [...]
Constats : Lors de la visite de site, l'Inspection a constaté qu'aucun stockage extérieur n'était réalisé, et que l'implantation des places de stationnement respectait les dispositions du dossier d'enregistrement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/07/2017, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Respect des dispositions constructives
Prescription contrôlée : [...] Les justificatifs attestant du respect des prescriptions du présent point, notamment les attestations de conformité, sont conservés et intégrés au dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe. [...]
Constats : L'exploitant a expliqué le jour de la visite qu'il avait confié à son bureau de conseil le classement des justificatifs à archiver, issus du DOE. Il a présenté une note de calcul de non ruine en chaîne de la charpente béton de l'entrepôt, datée du 03/02/2025, qui conclut à la non ruine en chaîne des ouvrages et à la non-propagation aux espaces voisins, dans les 2 scénarios étudiés, incendie de la cellule 1 et incendie de la cellule 2. La note ne mentionnant pas spécifiquement la prise en compte de la charge des panneaux photovoltaïques en toiture de la cellule 1, l'exploitant a expliqué que c'était bien le cas, l'ensemble des calculs réalisés pour la structure étant impactés par cette charge. Par courriel du 24/04/2026, il

a transmis à l'Inspection la note d'hypothèses associée à la charpente béton, qui mentionne dans le détail des charges permanentes du bâtiment principal la contribution associée à la présence de panneaux photovoltaïques en toiture de la cellule 1.

L'exploitant a également présenté, et/ou transmis par courriel le 24/04/2026 :

- une attestation du degré de stabilité au feu des ouvrages, qui détaille le degré de résistance au feu de chaque élément de structure du bâtiment, par local, et fait état d'une résistance minimale R30 des pannes et arbalétriers courants du bâtiment principal,
 - une attestation du degré coupe-feu des murs séparatifs des files 1 (locaux administratifs-cellule 1), file A (mur nord, côté locaux techniques et local de charge) et file C (mur séparatif entre les 2 cellules de stockage) de degré 2h, précisant que ces murs dépassent de 1 m au moins la couverture au droit du franchissement, sont saillants de 50 cm de la façade dans la continuité du mur, et prolongés latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 1 m,
 - le PV de classement de résistance au feu du 18/01/2022 d'un mur non porteur en panneaux sandwich Trimoterm, réalisé par le laboratoire Efectis, référencé EFR-21-002083, qui indique une résistance minimale de 120 min, mais ne précisant pas la position du mur concerné dans l'entrepôt,
 - une attestation indiquant que le système de couverture de toit satisfaisait la classe BROOF (t3),
 - le certificat ACERMI caractérisant une réaction au feu de l'isolant en toiture Rockacier C nu - Pan Méca 381 de classe A1, mais n'indiquant pas le positionnement du matériau au niveau des fumées et brandons, permettant de vérifier le niveau s1d0 attendu,
 - les déclarations de performance respectant le niveau d0 des gammes de lanterneaux à 2 vantaux, et des appareils fixes pour éclairage zénithal en place,
 - les fiches techniques des portes coupe-feu battantes et coulissantes, ainsi que le certificat délivré par Afnor Certification détaillant par modèle le niveau d'étanchéité et d'isolation au feu.
- Ces éléments devront être complétés par le nom des modèles de portes mis en place, de façon à vérifier qu'elles respectent un niveau de réaction au feu EI120.

Les cellules de stockage disposent d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie.

L'archivage mis en place devra permettre à l'exploitant de rapprocher en tout temps les modèles, matériaux, équipements et structures en place des fiches et des attestations délivrées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les justificatifs permettant de confirmer la localisation du mur non porteur en panneaux sandwich Trimoterm, le comportement au feu des portes coupe-feu (étanchéité, isolation) et de l'isolant en toiture en place (fumées, brandons) devront être adressés à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : Panneaux photovoltaïques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/04/2024, article 2.3

Thème(s) : Risques accidentels, Implantation

Prescription contrôlée :

Des panneaux photovoltaïques sont implantés en toiture du bâtiment.

[...]

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté que les panneaux photovoltaïques étaient implantés en toiture de la cellule 1, conformément au dossier d'enregistrement déposé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Complément dossier ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 30

Thème(s) : Risques accidentels, Panneaux photovoltaïques

Prescription contrôlée :

[...]

L'exploitant tient par ailleurs à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments suivants :

[...]

- les documents attestant que les panneaux photovoltaïques répondent à des exigences essentielles de sécurité garantissant la sécurité de leur fonctionnement. Les attestations de conformité des panneaux photovoltaïques aux normes énoncées au point 14.3 des guides UTE C 15-712 version de juillet 2013, délivrées par un organisme certificateur accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), permettent de répondre à cette exigence ;

- les documents justifiant que l'entreprise chargée de la mise en place de l'unité de production photovoltaïque au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement possède les compétences techniques et organisationnelles nécessaires. L'attestation de qualification ou de certification de service de l'entreprise réalisant ces travaux, délivrée par un organisme certificateur accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), permet de répondre à cette exigence ;

[...]

- les plans du site ou, le cas échéant, les plans des bâtiments, auvents ou ombrières, destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours et signalant la présence d'équipements photovoltaïques ;

[...]

Constats :

L'exploitant a présenté le jour de la visite :

- une attestation de conformité visée par Consuel le 21/07/2025 de l'installation de production sans dispositif de stockage de l'énergie électrique.

- le formulaire de fin de contrôle du vérificateur Alpes Contrôles, associé, daté du 16/07/2025, qui atteste de la conformité de l'installation à la norme UTE C15-712-1, notamment pour les points identifiés.

L'inspection a constaté que l'installateur SUNELIS disposait bien de l'attestation QUALIBAT RGE n°E-E141789, attribuée depuis le 01/09/2022, et valable jusqu'au 03/11/2026.

Dans le plan de Défense Incendie présenté par l'exploitant, le risque spécifique que présente l'installation est bien identifié au chapitre 2, mais l'installation ne figure pas sur le plan d'ensemble des zones à risques (cf point de contrôle PDI).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées l'attestation de qualification ou de certification de ALPES CONTROLES.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 17 : Implantation des panneaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 32
Thème(s) : Risques accidentels, Compatibilité avec le fonctionnement des dispositifs de sécurité
Prescription contrôlée : [...] Les panneaux photovoltaïques et les câbles ne sont pas installés au droit des surfaces de toiture dédiées aux dispositifs de sécurité. L'installation des panneaux photovoltaïques ne compromet pas le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et garantit une voie d'accès pour les opérations de maintenance et remplacement. A cet effet, les surfaces utiles sont libres de tout panneau photovoltaïque, ces surfaces sont constituées d'au minimum une bande de 1 mètre en périphérie des dispositifs et d'un cheminement d'un mètre de large. [...]
Constats : L'inspection des installations classées a constaté lors de la visite de site le respect des surfaces utiles au fonctionnement des dispositifs de sécurité et des cheminements nécessaires, conformément à la prescription. Les utilités ont été implantées à proximité immédiate d'un puits de lumière fixe, et non d'un lanterneau de désenfumage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Mise en sécurité de l'unité de production photovoltaïque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 34
Thème(s) : Risques accidentels, Procédure
Prescription contrôlée : L'exploitant définit des procédures de mise en sécurité de l'unité de production photovoltaïque. Ces procédures consistent en l'actionnement des dispositifs de coupure mentionnés à l'article 38. Les procédures de mise en sécurité définies à l'alinéa précédent sont jointes au plan d'opération interne lorsqu'il existe. Les procédures de mise en sécurité et les plans mentionnés à l'alinéa 8 de l'article 30 sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours en cas d'intervention. <u>Arrêté du 04/10/2010, article 38 :</u> Des dispositifs électromécaniques de coupure d'urgence permettent d'une part, la coupure du réseau de distribution, et d'autre part la coupure du circuit de production. Ces dispositifs sont actionnés soit par manœuvre directe, soit par télécommande. Dans tous les cas, leurs commandes sont regroupées en un même lieu accessible en toutes circonstances, notamment par les services de secours. Par ailleurs, ces dispositifs sont à coupure omnipolaire et simultanée. [...]

En cas de mise en sécurité de l'unité de production photovoltaïque, la coupure du circuit en courant continu s'effectue au plus près des panneaux photovoltaïques. Dans le cas d'équipements photovoltaïques positionnés en toiture, ces dispositifs de coupure sont situés en toiture.

Un voyant lumineux servant au report d'information est situé à l'aval immédiat de la commande de coupure du circuit de production. Le voyant lumineux témoigne en toute circonstance de la coupure effective du circuit en courant continu de l'unité de production photovoltaïque, des batteries éventuelles et du circuit de distribution.

La conformité aux spécifications du point 12.4 des guides UTE C 15-712-1 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques sans stockage et raccordées au réseau public de distribution ou UTE C 15-712-2 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques autonomes non raccordées au réseau public de distribution avec stockage par batterie permet de répondre à cette exigence.

Constats :

Le dispositif de coupure d'urgence est identifié dans le Plan de Défense Incendie (PDI) de l'exploitant, et situé au rez-de-chaussée des locaux administratifs, comme constaté lors de la visite de site.

Un protocole d'intervention sur l'installation photovoltaïque (installation sans stockage, devant être raccordée au réseau public de distribution de l'électricité) est également intégré au PDI.

L'Inspection, en consultant le formulaire de fin de contrôle du vérificateur, daté du 16/07/2025, qui atteste de la conformité de l'installation photovoltaïque à la norme UTE C15-712-1, a constaté que les vérifications associées au point 12.4 (dispositions relatives à la mise en sécurité) ont été indiquées comme 'sans objet'.

L'exploitant a transmis à l'Inspection par courriel du 24/04/2026, une attestation de conformité au point 12.4 du guide UTE C 15-712-1 relatif à la mise en sécurité de l'installation photovoltaïque, délivrée par l'installateur le 24/04/26. Celui-ci précise que l'installation dispose de dispositifs de coupure en toiture, actionnables par 'coup de poing', équipés de bobines de déclenchement permettant une coupure commandée à distance des circuits DC, et équipée d'un voyant lumineux situé à l'aval de la commande de coupure.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Contrôle annuel de l'unité de production photovoltaïque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 43

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification de l'installation

Prescription contrôlée :

L'unité de production photovoltaïque est accessible et contrôlable. Cette disposition ne s'applique pas aux câbles eux-mêmes, mais uniquement à leur connectique. L'exploitant procède à un contrôle annuel des équipements et éléments de sécurité de l'unité de production photovoltaïque.

[...]

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le contrôle de mise en service de l'installation, réalisé en juillet 2025.

L'exploitant a indiqué que cette installation n'était pas fonctionnelle, en attente de l'intervention

des services d'ENEDIS. L'exploitant a expliqué qu'il avait cependant intégré ce contrôle annuel à la planification des contrôles réglementaires du site. Lors de la visite de site, l'inspection des installations classées a constaté que l'ensemble de l'unité de production photovoltaïque était accessible.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le justificatif de la planification du contrôle annuel de l'unité de de production photovoltaïque.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 20 : Dispositif d'alerte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 35
Thème(s) : Risques accidentels, Système d'alarme production photovoltaïque
Prescription contrôlée : Chaque unité de production photovoltaïque est dotée d'un système d'alarme permettant d'alerter l'exploitant de l'installation, ou une personne qu'il aura désignée, d'un événement anormal pouvant conduire à un départ de feu sur l'unité de production photovoltaïque. Une détection liée à cette alarme s'appuyant sur le suivi des paramètres de production de l'unité permet de répondre à cette exigence. En cas de déclenchement de l'alarme, l'exploitant procède à une levée de doute (nature et conséquences du dysfonctionnement) soit en se rendant sur place, soit grâce à des moyens de contrôle à distance. Les dispositions permettant de respecter les deux alinéas précédents sont formalisées dans une procédure tenue à disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. [...]
Constats : Interrogé par l'inspection des installations classées, l'exploitant a indiqué qu'il se rapprocherait du constructeur pour préciser les dispositions en place.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra justifier auprès des services de l'inspection que l'unité de production photovoltaïque est équipée d'un système d'alarme relayé à l'exploitant, préciser les actions qu'il met en œuvre en cas d'alerte, et transmettre la procédure associée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois